

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N° 186 du lundi 23 août 2021 - Prix : 3000 GNF - Zone CFA : 500

Arrestation d'Alpha
à Pinè en 1998

**Les révélations
du ministre**



P.3

Bouya Konaté,
président de l'UDIR

**«Tant que la
gouvernance est
calamiteuse, l'UDIR
continuera à être dans
l'opposition... »**

P.3

Manifestation
des femmes à Foulata
**Cellou dénonce une
répression sanglante**



P.4

P.4 Ebola
**Une campagne de
vaccination d'urgence
lancée à Labé**



UFDG P.4
**Un père plaide la cause
de son fils détenu à
la Maison centrale**

P.8
Boire de l'eau en mangeant
Bonne ou mauvaise idée ?

Non-respect du couvre-feu
**Des interpellations
signalées dans certains
quartiers de Conakry** P.5



Edito à vue d'Aigle

Un intérim pas comme les autres !

Le samedi 21 août, l'on a appris, avec regret, le décès à Atlanta (Etats-Unis d'Amérique), de Mme Issa Donzo, née Zenab Kassory Fofana, la fille aînée du Premier ministre, chef du Gouvernement, Dr Ibrahima Kassory Fofana. Quelques heures plus tard, l'actuel locataire du Palais de la Colombe s'est envolé pour le pays de l'Oncle Sam pour rester auprès de sa famille endeuillée...

P.2

Edito à vue d'Aigle



Un intérim pas comme les autres !

Le samedi 21 août, l'on a appris, avec regret, le décès à Atlanta (Etats-Unis d'Amérique), de Mme Issa Donzo, née Zenab Kassory Fofana, la fille aînée du Premier ministre, chef du Gouvernement, Dr Ibrahima Kassory Fofana. Quelques heures plus tard, l'actuel locataire du Palais de la Colombe s'est envolé pour le pays de l'Oncle Sam pour rester auprès de sa famille endeuillée. Dans un communiqué de la Présidence de la République, lu à la télévision nationale, le dimanche 22 août 2021, il a été annoncé que Dr Mohamed Diané, ministre d'Etat chargé des Affaires présidentielles, ministre de la Défense nationale, assumera les fonctions de Premier Ministre, Chef de Gouvernement, par intérim.

Comme il fallait s'y attendre, cette histoire d'intérim au moment où le président de la République, le professeur Alpha Condé, est en vacances en Turquie, a aussitôt fait réagir sur les réseaux sociaux.

Pour certains, l'on n'avait pas besoin de nommer un Premier ministre intérimaire pour quelques jours d'absence du titulaire pour cause de deuil. Il y a en qui vont même jusqu'à parler de début d'une guéguerre de leadership pour la succession d'Alpha Condé, dont le troisième mandat arrive à son terme en 2026.

Pour d'autres, par contre, notamment au sein de la Mouvance présidentielle, il est tout à fait normal qu'en l'absence du président de la République (en vacances) et de son Premier ministre (en deuil), l'intérim soit assuré par le ministre qui, dans l'ordre protocolaire, vient directement après le chef du Gouvernement. Et dans ce cas de figure, ils soutiennent que c'est bel et bien le ministre d'Etat en charge des Affaires présidentielles, ministre de la Défense nationale, qui se trouve être Dr Mohamed Diané, un fidèle parmi les fidèles du président Alpha Condé, et que les cadres et militants de la première heure du RPG Arc-en-ciel (parti au pouvoir) présentent, à juste raison, comme le gardien du "Temple jaune".

Et de là à dire ou à penser que le chef de l'Etat tient en Mohamed Diané le successeur de Don Kass à la Primature, il y a un pas que bon nombre d'observateurs de la scène politique guinéenne ont franchi avec empressement. Sans oublier aussi que ces derniers temps, des rumeurs ont couru à Conakry faisant état de l'imminence d'un profond remaniement ministériel.

Lorsqu'il a été reconduit à son poste de Premier ministre après la tenue de la présidentielle de 2020, Ibrahima Kassory Fofana avait clairement fait savoir qu'il n'avait que deux années à passer au palais de la Colombe et qu'après il irait planter ses choux ailleurs. Une déclaration qui avait donné lieu à des commentaires et interprétations de toutes sortes dans le pays. Cet intérim assuré par Dr Mohamed Diané préparerait-il les esprits à un départ de Kassory de la Primature ? Les semaines et les mois à venir nous donneront certainement des éléments de réponse à cette pertinente question.

Kéfina Diakité

Alpha Condé en congé La lecture qu'en fait le ministre d'Etat Tibou Kamara

La semaine dernière, le ministre d'Etat Tibou Kamara, par ailleurs porte-parole du Gouvernement, a publié une tribune dans la presse pour parler entre autres du congé que s'est offert le chef de l'Etat. « Le Professeur Alpha Condé en congé ? Travailler le repose, ne rien faire le fatigue ! », explique-t-il.

« Le Président Alpha Condé n'a pas l'envie ni la culture du repos dans sa vie laborieuse d'homme et ses fonctions contraignantes de Chef de l'Etat. Ses collaborateurs sont tous impressionnés par sa capacité de travail et son énergie hors pair, le tout mû par une passion de la Guinée qui est sans limites ni mesure. Beaucoup d'entre eux confient la difficulté à s'adapter à son rythme, insoutenable, dans le traitement et le suivi des dossiers de l'Etat qu'il connaît du bout des doigts. Chacun est interpellé régulièrement sur l'évolution de sa part de travail et se demande, impressionné, comment le Président arrive à tout savoir dans le moindre détail et peut se rappeler tout.

Le Professeur Alpha Condé, réputé avoir une mémoire d'éléphant, n'oublie rien donc, se souvient de tout, et mène ainsi la vie dure à ceux qui tentent de se soustraire à leurs engagements ou n'honorent pas leurs promesses. Un de ses visiteurs qui l'a appris, à ses dépens, chaque fois qu'il rencontre quelqu'un qui se rend chez le Président Alpha Condé partage, volontiers, son expérience avec l'homme : « Surtout se rappeler toujours ce qu'on lui dit ».

Lui, qui ne s'était pas souvenu de sa conversation avec l'hôte de Sékhoutouréya, a été ébranlé lorsque le Professeur Alpha Condé lui a fait savoir qu'il s'était contredit : « Ce n'est pas ce que tu m'avais affirmé la dernière fois », s'est-il vu asséner.

Les années et le temps n'ont altéré, en rien, la mémoire du Président qui garde toute sa lucidité et le sens du discernement, même si parfois, courtois et délicat, il peut se garder de relever les incohérences et les égarements dans les propos de son interlocuteur. L'esprit vif, attentif à chaque propos tenu et comportement affiché devant lui, il fait vite le tour des questions abordées avec lui et n'a aucun mal à cerner les personnalités les plus complexes. C'est connu de tous, il n'a pas de temps à perdre, prend chacun au mot et attend de tous de partager son ambition pour la Guinée, d'y adhérer, afin qu'il soit au rendez-vous avec son peuple, si cher à son cœur depuis toujours comme chacun s'en rend compte chaque jour davantage.

Après les batailles politiques âpres et périlleuses dont il est à peine sorti, homme des grands



défis, il s'est engagé dans le combat de l'émergence économique de la Guinée dont il veut faire la deuxième économie de l'Afrique de l'Ouest. Il y croit dur comme fer, et ne laisse le moindre répit à personne dans cet objectif personnel devenu une ambition nationale fièrement affichée. Napoléon disait « je gagne mes batailles avec les rêves de mes soldats », le Professeur Alpha Condé, quant à lui, relève ses défis avec sa détermination personnelle, dans laquelle il finit par entraîner chacun et tous, ainsi qu'avec l'engagement de son peuple qu'il sait mobiliser comme personne. Il conditionne la collaboration et la relation avec lui à des mots clés : Loyauté, Compétence et intégrité (LCI).

Homme pressé et impatient d'obtenir des résultats, il n'arrête pas de cogiter, consulter, interpellé pour une Guinée meilleure et des Guinéens plus heureux, même lorsqu'il part, malgré lui, en vacances pour avoir un repos mérité. Ainsi, depuis qu'il a quitté le pays, il reçoit, multiplie les contacts, n'arrête pas de téléphoner à tout le monde pour s'informer de toutes les opportunités pour le pays, mobiliser les partenaires et les investisseurs pour combler les besoins de développement de la Guinée. Plutôt que de profiter de ses vacances et s'adonner à des loisirs, comme chacun le ferait, il continue de travailler, sans relâche, parfois au grand dam de certains de ses proches et de son entourage, au point que

pour beaucoup de ses collaborateurs et interlocuteurs, le Président Alpha Condé n'est pas un vacancier, mais plutôt un pèlerin de la cause guinéenne qui hante ses nuits et occupe ses journées.

Et, comme pour bien montrer qu'il est à la tâche, et prévenir aussi qu'il compte mettre à profit son séjour privé pour travailler et faire travailler plus à la rentrée avec d'autres ambitions nées des réflexions de sa retraite studieuse, il a dit à tous ses collaborateurs de se préparer à plus d'ardeur et de pression à leurs postes de travail les jours à venir.

Il s'en amuse, conscient que peu de personnes comprennent qu'il ne soit pas quelqu'un de commun.

Pour le Professeur Alpha Condé, sous sa direction, la Guinée doit être le Premier de la classe, acteur de son destin, afin de combler son retard dans tous les domaines, et surtout s'imposer comme la locomotive d'une Afrique qui croit en elle et qui se fait respecter.

C'était son combat d'hier, c'est son défi d'aujourd'hui. Rien ni personne ne pourra l'arrêter dans la voie qu'il s'est choisie, ou contrarier l'ambition qu'il porte pour la Guinée et l'Afrique depuis toujours avec ses fortes convictions et son obstination phénoménale. », a écrit le ministre d'Etat Tibou Kamara.

Kéfina Diakité

Bouya Konaté, président de l'UDIR

« Tant que la gouvernance est calamiteuse, l'UDIR continuera à être dans l'opposition... »

Dans une interview accordée récemment à notre rédaction, le président de l'UDIR est revenu sur le cadre du dialogue politique et les sanctions infligées à certains commis de l'Etat. Bouya Konaté dit avoir regretté cette décision du gouvernement d'augmenter le prix du carburant à la pompe. Lisez.....

L'Aigle Infos: Certaines personnalités guinéennes sont toujours dans le viseur des Eurodéputés qui exigent des sanctions. Est-ce que cette annonce ne freine pas l'élan de coopération entre les membres de l'Union européenne et la Guinée ?

Bouya Konaté: Aujourd'hui, certains commis de l'État croient que le monde se résume à eux. Or, le monde est globalisé. Il y a le respect des droits de l'homme et de la constitution. En sortant de ça, vous serez dans le viseur de la puissance internationale, parce que le monde n'est pas abandonné à son propre sort.

Parlant toujours de l'Union Européenne, l'institution insiste sur le dialogue inclusif qui tarde à démarrer normalement. Êtes-vous pour le dialogue ?

Notre vocation, c'est l'amélioration des conditions de vie et de travail des Guinéens. Comment voulez-vous qu'on améliore les conditions de vie des travailleurs, sans qu'on ne se parle. J'ai expliqué à certains militants de mon parti que la Guinée, c'est un bien commun. Notre papa est décédé. Et il nous a laissé un héritage qui s'appelle la Guinée. On décide par la loi de remettre au grand frère pour qu'il gère. Chaque cinq ans, on demande des comptes. S'il a bien géré notre argent, on le reconduit. S'il n'a pas bien géré, on demande à remettre à un autre petit frère, ou à un autre grand frère qui pourra gérer la chose publique qui appartient à nous tous. Comprenons la gouvernance dans ce sens-là. On est obligé de dialoguer. On ne doit pas attendre de l'Union Européenne pour nous dicter qu'on doit dialoguer. On doit parler entre nous.

Qui peut conduire ce dialogue et quels sont les préalables, selon vous ?

Exactement, quand ils ont dit que le président a mis en place un cadre de dialogue, j'ai dit que c'est une main tendue vide, parce que vous ne pouvez pas parler de dialogue sans déjà faire de consultation. Quelles sont les frustrations ? Qu'est-ce qui ne va pas sur la scène politique ? Aujourd'hui, le gouvernement, à travers le ministre de la Citoyenneté, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, le ministre de la Décentralisation, ils devraient mettre une équipe en place peut-être chapeauté par la primature et voir ces leaders politiques,

ceux de la société civile, les ONG qui travaillent avec les collectivités décentralisées, savoir quels sont les problèmes. Il ne faut pas que ce soit un débat politico-politicien. Mais ça doit être une réconciliation, une discussion entre Guinéens dans toutes les emprises pour qu'on puisse avancer.

Contre toute attente, dès après les examens scolaires, le gouvernement a augmenté le prix du carburant à la pompe. En tant que président de l'UDIR, à la place du gouvernement, comment allez-vous gérer cette crise sociale ?

Nous savons que nous ne sommes pas producteurs d'hydrocarbures, mais un chef de l'État, un chef du gouvernement doit adoucir la vie de la population. Augmenter le prix du carburant à la pompe n'est pas la question, mais plutôt la manière. Quels sont les assouplissements

que le gouvernement mettra en place après l'augmentation du prix du carburant pour ne pas que le transport augmente, pour ne pas que les denrées augmentent qui sont déjà à un niveau très élevé sur nos marchés. On est en train d'être marginalisé complètement sur le plan international. C'est toute cette réflexion que le gouvernement doit avoir.

Dernière question, comment se porte aujourd'hui votre parti? Êtes-vous de l'opposition ou de la mouvance ?

L'UDIR se porte très bien. L'UDIR est de l'opposition. L'UDIR est membre du cabinet du chef de file de l'opposition. Tant que la gouvernance est calamiteuse, l'UDIR continuera à être dans l'opposition. Mais nous sommes une opposition constructive. Nous dénonçons, nous faisons des propositions.

Entretien réalisé par
Amadou Tidiane Diallo



Arrestation d'Alpha Condé à Pinè en 1998

Les révélations du ministre

Le 19 août dernier, en mission de travail à Bamako, le ministre guinéen de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le général de division Bouréma Condé, lors d'une audience accordée à des compatriotes résidant dans ce pays frère, a fait des révélations sur l'arrestation d'Alpha Condé à Pinè (Lola) en 1998.



Au lendemain de la présidentielle de 1998, à laquelle il a été candidat, sous la bannière de son parti, le RPG, le professeur Alpha Condé se fera arrêter à Pinè, dans la préfecture de Lola, à la frontière ivoirienne. Une arrestation qui, on le sait, avait fait

couler beaucoup d'encre et de salive aussi bien en Guinée qu'à l'étranger. Le 19 août dernier, en mission de travail à Bamako, le ministre guinéen de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le général de division Bouréma Condé, lors d'une

audience accordée à des compatriotes résidant dans ce pays frère, a fait des révélations sur cette arrestation de celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique". Selon Mediaguinee, devant l'ambassadeur de Guinée au Mali, le général Fodé Keïta, le président de la communauté guinéenne, El hadj Sita Camara et le consul, M. Namory Magassouba, le ministre Bouréma Condé a invité ses jeunes compatriotes à prendre l'exemple sur le professeur Alpha Condé, qui, dans son parcours politique, a fait preuve de patience et de constance. « Je vous dis aujourd'hui que quelque chose a été fait. Et j'assume, quelque chose a été fait mais c'est le champ qui est vaste. Quand un Malinké dit que quelque chose a été fait, c'est que quelque chose a été fait. Vous savez, il

est très facile de réveiller celui qui dort, mais celui qui fait semblant de dormir on ne le réveillera jamais. Le professeur Alpha Condé est le choix de Dieu. C'est Dieu qui l'a choisi pour nous. Sinon, il a passé des épreuves qui peuvent coûter la vie à une personne sans trace. J'ai travaillé avec Conté, il faut le dire. Au temps de Conté, quand le professeur Alpha Condé a été arrêté à Pinè [Lola], il a été embarqué seul dans un pick-up avec les militaires. Il était facile d'arrêter le véhicule et le glisser dans un fossé et dire ensuite qu'il y a eu accident et qu'il y a eu un seul mort. Le gouvernement pouvait faire ça. Dieu l'a sauvé là-bas. Ensuite, arrivé à Kissidougou, on l'a embarqué dans un avion. Depuis que l'avion qui l'a envoyé à Conakry a atterri, il n'a plus décollé. Il (l'avion) est à la base militaire, il ne sert à rien maintenant, sauf si on le donne à des forgerons. Dieu aime le professeur Alpha Condé. Et aujourd'hui, il est président. », a révélé le général de division Bouréma Condé au site Mediaguinee.

Tidiane Diallo

Manifestation des femmes à Foulata

L'opposant Cellou Dalein Diallo dénonce une répression sanglante

Le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, a mis à profit la 13^{ème} Assemblée générale virtuelle (AGVIR) de son parti qui s'est tenue le samedi 21 août, pour dénoncer la violente répression de la manifestation des femmes de Foulata, dans la sous-préfecture de Maleyah (Siguiriri).



De violents affrontements entre les forces de l'ordre et des femmes ont été enregistrés dans la journée du mardi 17 août 2021, à Foulata, une localité relevant de la sous-préfecture de Maleyah (Siguiriri). Ces femmes ne demandaient que l'embauche, par la SAG, de leurs maris et de leurs fils. Le bilan de ces affrontements aura été plutôt très lourd : des blessés, 21 cases incendiées, des boutiques vandalisées, 68 personnes arrêtées. A la faveur

de la 13^{ème} Assemblée générale virtuelle (AGVIR) de son parti (UFDG) qui s'est tenue le samedi 21 août, Cellou Dalein Diallo a dénoncé ce qu'il considère comme une violente répression de la manifestation des femmes de Foulata. « J'ai le regret de me tenir devant vous, aujourd'hui, pour vous parler de Zogota bis. Il s'agit cette fois des événements survenus à Foulata où les forces de défense et de sécurité (FDS) ont réprimé dans le sang

des femmes dont le seul crime était de demander le recrutement de leurs fils au sein de la société aurifère de Guinée (SAG). De la même manière que les paisibles populations de Zogota demandaient le recrutement de leurs fils et dénonçaient la violation de leurs droits sociaux et environnementaux. Bis repetita. Tous ont été réprimés dans le sang.

Est-ce qu'on avait besoin de tant de violences contre des femmes qui réclamaient pacifiquement de l'emploi pour leurs enfants et leurs maris ? », a déclaré Cellou Dalein Diallo, le principal opposant à Alpha Condé. Avant de marteler que la force, la terreur et l'intimidation sont les armes privilégiées du régime Condé. « Ces faits démontrent que le seul langage que connaît ce régime est celui de la force, de la violence, de la terreur et de l'intimidation. La seule solution envisageable réside dans la répression meurtrière. La seule réponse à apporter aux des Guinéens est la militarisation », déplore-t-il.

Kéfina Diakit

Ebola

Une campagne de vaccination d'urgence lancée à Labé

Le jeudi 19 août 2021, une campagne de vaccination d'urgence contre Ebola a été lancée à Labé. Elle concerne principalement les personnes contacts de la jeune femme originaire de cette ville et qui a été récemment testée positive à cette maladie à Abidjan (Côte d'Ivoire)

« Officiellement, nous avons identifié 49 contacts. Hier, une équipe de l'ANSS est arrivée vers 15 h. Ils ont mobilisé tous les contacts directs. Nous avons vacciné 6 contacts, plus les autorités. Ce qui fait 20 personnes. C'est hier à 16 h et quelques minutes qu'ils ont commencé la vaccination. Pour rassurer la population que le vaccin est inoffensif, c'est le préfet qui a été le premier à être vacciné, suivi des autorités sanitaires, du chauffeur, du convoyeur, de la sœur de la dame et de sa maman. Ce sont eux qu'on a vaccinés en première position.



Maintenant le voisinage va suivre », a expliqué à Mediaguinee le Directeur régional de la Santé de Labé, Dr. Mamadou Houdy Bah. Et de donner cette précision importante : « comme la plupart des contacts sont à Yéradai, et qu'il y a un poste de santé là-bas, nous avons jugé utile de prendre ledit centre comme site de vaccination.

Pour le moment, il n'y a qu'un seul site de vaccination. D'abord, ce sont les contacts qui sont les priorités. C'est ce qui est urgent. Ensuite, les agents de santé et le reste de la population, si nécessaire. Ce n'est pas une vaccination de masse, c'est une vaccination d'urgence »

Le DRS de Labé n'a pas manqué lui aussi d'émettre des doutes sur ce cas d'Ebola détecté sur une jeune compatriote à Abidjan.

« Depuis plus de 12 jours, personne n'a développé un signe. C'est pourquoi on est en train de s'interroger sur la véracité de ce cas, parce que la façon dont nous avons connu Ebola dans les temps, ce n'est pas comme ça que ça s'est développé. Avant, les contacts directs sont toujours malades.

Dans notre jargon, il y a ce qu'on appelle des faux positifs et des faux négatifs. Si au bout de 21 jours, ni le convoyeur qui a accompagné la fille à l'hôpital, ni sa mère ne développe un signe, il n'y a lieu de s'interroger », relève Dr. Mamadou Houdy Bah.

Tidiane Diallo

Tidiane Diallo

UFDG

Un père plaide la cause de son fils détenu à la Maison centrale

Amadou Diouldé Diallo, le cameraman de l'UFDG, a été arrêté au lendemain de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020, à Yattaya (T6), dans la commune de Ratoma. Son père appelle aujourd'hui à sa libération après 9 mois d'emprisonnement sans jugement.



Mamadou Baïlo Diallo alias «Diallo Bafana» est un père désemparé qui, le vendredi dernier, s'est confié à la presse pour plaider la cause de son fils Amadou Diouldé Diallo, le cameraman de l'UFDG, détenu à la Maison centrale depuis 9 mois. Il est revenu sur les circonstances de son arrestation en ces termes : « C'était un après-midi de samedi, alors

qu'il venait de rentrer de travail. Il était en train de traiter des photos d'un de ses clients dans l'ordinateur. Et soudainement, quand l'heure de la prière est arrivée, il est sorti pour faire ses ablutions pour la prière de 14h. C'est là qu'il a été appréhendé par l'Unité Spéciale de Sécurisation des Élections (USSEL). C'est eux-mêmes qui ont

fermé sa porte après avoir pris ses ordinateurs, téléphones et caméras. C'est après avoir été emmené manu militari que ses amis sont venus m'informer.»

Il a par ailleurs décrit son fils comme quelqu'un de correct et respectueux. « Personne n'est venu se plaindre chez moi pour me dire voici ce que mon fils lui a fait. J'ai beau réfléchir mais je

ne trouve pas ce qu'il a pu faire de mal pour mériter un tel sort...Depuis qu'il a été appréhendé et conduit à la maison centrale, il n'a jamais été présenté devant un juge pour dire voici ce qu'on lui reproche. Moi, je suis malade, couché à la maison depuis 6 ans bientôt.

C'est sa maman qui se bat pour nourrir la famille. Vous-même, vous pouvez le constater. Il n'y a personne ici sauf moi pour le moment. Et depuis un certain temps, je n'ai pas eu de ses nouvelles parce qu'il faut obligatoirement le carnet de vaccination contre la COVID-19. Et sa maman n'a pas encore eu ses doses de vaccin.»

Reste à savoir si cet appel pathétique tombera dans des oreilles attentives. Attendons de voir...

Foulata (Siguiri)

Le lourd bilan de la manifestation des femmes

Foulata, une localité relevant de la sous-préfecture de Maleah (Siguiri) a été le 17 avril dernier le théâtre de violents affrontements entre les forces de l'ordre et des femmes réclamant de l'emploi pour leurs maris et fils à la SAG. Le bilan de ces affrontements aura été plutôt très lourd : des blessés, 21 cases incendiées, des boutiques vandalisées, 68 personnes arrêtées.



Les manifestations continuent de s'enregistrer dans les zones minières de la Guinée. Des manifestations qui, très souvent, sont violemment réprimées par les forces de défense et de sécurité accusées, à tort ou à raison, de prendre fait et cause pour les sociétés minières au détriment des populations dont les légitimes revendications sont rarement prises en compte par les autorités. Foulata, une localité relevant de la sous-préfecture de Maleah (Siguiri) a été le 17 avril dernier le théâtre de violents affrontements entre les forces de l'ordre et des femmes réclamant simplement de l'emploi pour leurs maris et fils à la SAG. Le

bilan de ces affrontements aura été plutôt très lourd : des blessés, 21 cases incendiées, des boutiques vandalisées, 68 personnes arrêtées. Les populations de Foulata reprocheraient à la SAG de ne pas respecter ses engagements. Nombreux sont ceux qui ont accusé ouvertement les forces de l'ordre de s'être livrées à une féroce répression et à la destruction de biens privés. Il y en a qui pointent un doigt accusateur vers les cadres de la préfecture, dont certains soutiennent que dans cette affaire, la SAG aurait perdu 50 millions de dollars.

Tidiane Diallo

Primature

Décès de la fille aînée de Kassory aux Etats-Unis

Le samedi 21 août, Mme Issa Donzo, née Zenab Kassory Fofana, et fille du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Ibrahima Kassory Fofana, est décédée à Atlanta (Etats-Unis) des suites d'une longue maladie.

Comme on aime le rappeler, la mort est une implacable loi de la nature. Tout être naît, grandit et meurt. C'est cette faucheuse qui est venue le samedi dernier frapper à la porte de la famille de l'actuel Premier ministre guinéen. C'est ce jour-là en effet que Mme Issa Donzo, née Zenab Kassory Fofana, et fille du chef du Gouvernement, Dr Ibrahima Kassory Fofana, est décédée à Atlanta (Etats-Unis) des suites d'une longue maladie.



Dans un communiqué de la Présidence de la République, lu à la télévision nationale, le dimanche 22 août 2021, de sincères condoléances ont été réitérées au locataire du Palais de la Colombe et il a été annoncé que Dr Mohamed Diané, ministre d'Etat chargé des Affaires prési-

dentielles, ministre de la Défense nationale, assumera les fonctions de Premier Ministre, Chef de Gouvernement, par intérim. « Monsieur le Président de la République, son Excellence, Professeur Alpha Condé, réitère ses sincères condoléances au Premier ministre, Chef du Gou-

vernement, Dr Ibrahima Kassory Fofana, proche collaborateur à lui, et son dévoué jeune frère, suite au décès de sa fille aînée, Madame Donzo Zenab Kassory Fofana. Il exprime, à nouveau, à toute sa famille sa compassion et son soutien dans ce moment pénible.

Monsieur le Président de la République, pendant l'absence du Premier Ministre pour des raisons de famille et jusqu'à son retour, a décidé que Dr Mohamed Diané, ministre d'Etat, chargé des affaires présidentielles, ministre de la défense nationale, assume les fonctions de Premier Ministre, Chef de Gouvernement, par intérim. », peut-on lire dans le communiqué de la Présidence de la République.

Tidiane Diallo

Mauvaise qualité de l'eau de robinet La compagnie Rusal pointée du doigt par la SEG

Ces derniers temps, l'on constate, avec beaucoup d'inquiétude, la détérioration de la qualité de l'eau de robinet. Dans un communiqué rendu public le 20 août, la SEG accuse la compagnie Rusal d'en être la responsable.



« La Société des Eaux de Guinée (S.E.G) constate avec regret une détérioration de la qualité de l'eau fournie à une partie de sa clientèle.

Cette situation déplorable indépendante de sa volonté, est due aux activités d'extraction de la bauxite par la "Compagnie RUSAL" en amont et dans le bassin versant du fleuve SAMOU, qui est la source d'alimentation en eau de la station de traitement de Yessoulou.

Non-respect du couvre-feu

Des interpellations signalées dans certains quartiers de Conakry

Le jeudi 19 août, des jeunes, au nombre de 9, qui étaient à une fête d'anniversaire à Kakimbo, ont été arrêtés par des agents du commissariat central de police de Ratoma. C'était, dit-on, au-delà des heures du couvre-feu. Ils ont été présentés le lendemain à la presse.



« Il y a des individus qui s'évertuent à défier les dispositions sécuritaires qui sont prises. C'est ce qui fait qu'au jour d'aujourd'hui, voici des individus qui, malgré le couvre-feu, se regroupent pour organiser des surprises-parties, même dans des lieux privés. Voyez tout l'arsenal

que nous avons trouvé en leur possession. Et au moment des faits, il y a eu une descente policière sur les lieux pour les interpellés et les mettre devant les faits. Ils ont été arrêtés dans la zone de Ratoma, à Kakimbo dans une concession. Voyez l'arsenal de musique non seulement

qui fait en sorte que le regroupement, il est là, ils se mettent à danser et avec ces frottements, la santé de la population est menacée et avec la sonorisation, tout le voisinage est dérangé et perturbé dans son sommeil par rapport à ce tintamarre qu'ils ont eu à faire », a déclaré Commissaire Boubacar Kassé, porte-parole de la police nationale. Avant d'inviter les citoyens à faire une prise de conscience et au respect des dispositions sécuritaires et sanitaires.

« Si aujourd'hui il n'y a pas un sursaut, il n'y a pas une prise de conscience, l'éveil de la conscience à tous les niveaux, la Guinée ne pourra faire face à cette

pandémie. Il faudrait donc que les dispositions sécuritaires édictées par l'agence nationale de sécurité sociale et les autorités à tous les niveaux soient respectées. Il faudrait que quand on dit 22 heures, à 22 heures il n'y ait plus de mouvements, plus de circulation, plus d'activités dans les quartiers. Il faudrait que cela soit clair.

Il n'est pas dit que le couvre-feu c'est seulement pour les usagers sur la voie publique, chacun doit rester à la maison. Mais si nous constatons que les gens organisent ce genre de mouvement nous sommes obligés d'intervenir », a-t-il indiqué.

Kéfina Diakité

Toutefois, une mission technique interministérielle des départements de l'Environnement, des Eaux et forêts et celui de l'Hydraulique et de l'Assainissement se rendra dans les meilleurs délais sur les sites minières concernés, pour évaluer le niveau de la mise en œuvre des recommandations correctives initialement formulées.

La Société des Eaux de Guinée (S.E.G) rassure sa clientèle que toutes les dispositions utiles sont prises pour atténuer les effets de cette détérioration de la qualité de l'eau.

La SEG sait compter sur votre bonne et habituelle compréhension », a écrit la Direction générale de la SEG.

Tidiane Diallo

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Notre site indépendant d'information tous azimuts.

Insolite

Un prédicateur islamique meurt subitement dans la grande mosquée de Koubia

Le vendredi 20 août 2021, selon Mediaguinee, Thierno Abdoulaye Diallo, un prêcheur islamique a perdu la vie à Koubia pendant qu'il prêchait devant les fidèles musulmans dans la grande mosquée de la ville.



A en croire son entourage, Thierno Abdoulaye Diallo, l'homme qui a subitement perdu la vie dans la grande mosquée de Koubia pendant qu'il prêchait devant les fidèles musulmans, ne souffrirait de rien. Joint au télé-

phone par Mediaguinee, Mamadou Alpha Koubia Diallo, le coordinateur régional de l'Agence Guinéenne de presse, témoin des faits, a confié ceci : « c'est un prêcheur communément appelé chroniqueur islami-

que.

Comme vous le savez, chaque vendredi, avant l'entrée de l'imam, un chroniqueur va développer des thèmes en Islam liés à l'actualité. Il était devant les musulmans avec son micro en train de prêcher. Il est tombé d'un coup dans la mosquée centrale de Koubia ce vendredi, à la surprise générale. Il a été transporté d'urgence à l'hôpital préfectoral de Koubia et un médecin a confirmé que c'est un corps qui est arrivé à l'hôpital... Il s'appelle Thierno Abdoulaye Diallo, âgé d'une cinquantaine d'années, originaire de Madina Taibata, un village relevant de la commune urbaine de Koubia. Il est marié à deux femmes et père de plusieurs enfants »

Kéfina Diakité

Sécurité routière

Le Directeur central dans les unités déconcentrées du Grand Conakry

Le vendredi 20 août 2021, le nouveau Directeur central de la Sécurité routière, Thierno Sanou Diallo, s'est rendu dans différents commissariats spéciaux de la sécurité routière du Grand Conakry pour une prise de contact.

« C'est une tournée qui est consacrée à une prise de contact avec les unités déconcentrées. Depuis notre arrivée à la tête de cette Direction, moi et mon adjoint, le Commissaire Principal de police Sékou 2 Touré, nous avons jugé utile d'aller d'abord sur le terrain pour voir nos éléments, constater les faits et rendre compte à l'autorité. Nous avons commencé depuis le 18 août 2021 par le commissariat spécial de la police routière de Coyah.

De Coyah, le même jour nous nous sommes rendus au commissariat spécial de la police routière de Dubreka. Hier 19 août, nous avons fait l'étape de Sonfonia, Entag et Kobaya. Ce matin, nous avons commencé par le commissariat spécial de police routière de Matoto et actuellement avec vous à Bambeto.

Donc l'objet de cette visite, comme je l'ai dit plus haut, c'est de voir les réalités, le fonctionnement, les difficultés et surtout les dispositions à prendre par rapport à cette police routière qui est aujourd'hui une vitrine de la police nationale, corriger nos faiblesses et engager les policiers de la routière à un changement de conscience et un changement



de comportement », a confié à la presse le nouveau Directeur central de la Sécurité routière, Thierno Sanou Diallo.

A Matoto, Arafan Camara, commissaire spécial de la police routière a fait part des besoins de son unité composée de 108 personnes dont 39 femmes. Parmi ces besoins, il a cité entre autres l'augmentation des moyens de communication, des moyens logistiques, des fournitures et des bureaux ainsi que la formation du personnel.

Présentant son commissariat, Moussa Camara commissaire spécial de la routière de Bambeto, dira ceci : « il opère sur la route Le Prince du poteau électrique communément appelé Tour Eiffel de Hamdallaye aux

rails de Fria en passant par Bambeto et Cosa, la corniche nord de la pharmacie Nouni entre les quartiers Kipé, Cité des médecins, Kaporo-Centre au carrefour Nongo Tady, via les quartiers Nongo Conteyah. Il couvre les transversales numéro 2 et 3 des rails de château au carrefour Centre Émetteur du quartier Kipé en passant par le rond-point de Bambeto, et le carrefour SBK au carrefour Nongo Tady via le rond-point Cosa. Il a pour mission de veiller à la fluidité de la circulation dans sa zone de compétence, la sécurisation des citoyens et de leurs biens sur la voie publique, la répression des infractions... »

Kéfina Diakité

Pourquoi le site www.kefinafasso.com



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, dénommé www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays.

"Kefinafasso" se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

L'objectif visé est de se positionner dans l'espace médiatique comme un site indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale.

L'administration et la rédaction du site "kefinafasso" se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte, de traitement et de publication des informations.

La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui déblaye le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site "kefinafasso" ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur www.kefinafasso.com

La Rédaction

Situation des femmes et des filles en Afghanistan

Une Eurodéputée tire la sonnette d'alarme

Lors d'une réunion extraordinaire conjointe de la Commission Développement et celle des Affaires étrangères sur la situation en Afghanistan, Dr. Pierrette Herzberger-Fofana, députée au Parlement Européen, vice-présidente de la commission Développement et membre de la commission Affaires Etrangères, a cru devoir tirer la sonnette par rapport au drame que vivent les femmes et les filles dans ce pays qui vient de tomber aux mains des Taliban.



« Nous sommes tous sous cette onde de choc, abasourdis, à la suite de la prise du pouvoir par les Taliban en Afghanistan. Nous sommes confrontés à un état d'urgence avec le retrait des troupes européennes qui confirme l'échec monumental que la mission s'était assignée. La situation actuelle est un désastre, et va remettre en question la politique migratoire de l'Union européenne en ce qui concerne les réfugiés. La peur règne en Afghanistan et il va falloir en tirer des leçons.

L'Union européenne doit faire preuve de solidarité vis-à-vis de tous ceux qui ont participé à mettre en valeur les droits humains. En effet, les femmes Afghanes avaient contribué à l'édification d'une société civile démocratique. Elles espéraient également ouvrir des perspectives prometteuses aux générations de femmes qui allaient leur succéder.

En effet jusqu'à cette date, 27 % des 250 sièges du parlement afghan étaient réservés aux femmes. L'éducation a connu un regain de participation des femmes qui a atteint un taux de plus

65 %. Des millions de filles ont pu fréquenter des établissements scolaires, des milliers de jeunes femmes ont pu aller à l'université. On estime également qu'environ 22 % de la main-d'œuvre afghane est désormais féminine et que les femmes occupaient des postes de décision dans la politique, dans le système judiciaire et dans l'armée. Plus de 200 femmes exerçaient la profession de juges. En avril 2021, on comptait plus de 4 000 femmes dans les forces de l'ordre.

Tous ces réalisations en faveur des femmes et des filles vont probablement s'envoler. On peut supposer que ces droits acquis durant ces 20 dernières années seront confisqués par le nouveau régime. Malgré les déclarations de façade des Taliban, comme le laisse supposer leur déclaration:

« Les femmes pourraient travailler dans les limites de la charia. »

Il est probable que cela ne soit qu'un vœu pieux. Et même si les Taliban font actuellement les yeux doux au pays occidental, il faut être méfiant en ce qui concerne leur future politique.

Il sera « intéressant » de voir comment la Charia sera interprétée.

Que signifie cela ? Les Taliban acceptent-ils que les femmes occupent des postes de décision ? Les images de violence que l'on voit à la télévision ne présagent rien de bon.

Or, selon les rapports des activistes, des femmes ont été renvoyées de leur travail et de leurs universités dans les villes tombées sous le contrôle des Taliban. Les flagellations de femmes dans les campagnes ont repris de plus belle. Il en est de même des mariages forcés qui ont déjà commencé dans les provinces conquises par les Taliban. Les femmes doivent être maintenant accompagnées d'un chaperon quand elles sortent. Il est clair que les autres traditions désuètes comme les mutilations génitales féminines (MGF) et les comportements

caducs vont suivre. L'Afghanistan est un pays de tradition patriarcale. Les Taliban ne vont pas vouloir perdre le contrôle qu'ils peuvent effectuer sur les femmes en les forçant à des restrictions dans le domaine de l'éducation, de leur préférence vestimentaire et celui de leur liberté de mouvement. Déjà les affiches de mode féminine sont recouvertes d'une peinture blanche.

Le peuple Afghan : les femmes, les filles, les enfants méritent de vivre en sécurité et en dignité. Par conséquent toutes formes de discrimination, d'abus et de violence doivent être absolument bannies.

Quel est l'état des négociations entre l'Union européenne avec les pays voisins afin de pouvoir faire évacuer non seulement ceux qui ont travaillé avec les pays européens, comme les interprètes et les traducteurs mais aussi les activistes, les agents des organisations humanitaires et les militants des droits humains qui ont défendu les valeurs universelles ? Nous devons envisager d'accorder des visas humanitaires à toutes ces personnes afin qu'elles puissent être réparties dans les divers pays européens qu'elles ont servi en Afghanistan.

L'Union européenne doit apporter une aide humanitaire et un soutien aux Afghans et Afghanes qui ont besoin de protection. Il va falloir trouver de nouveaux canaux de communication avec les Taliban afin qu'ils acceptent de respecter les droits des femmes.

L'Afghanistan est l'un des grands bénéficiaires de l'aide européenne au développement, en ce moment critique et dramatique, que compte faire l'Union Européenne afin que les droits humains qui sont des droits universels ne soient pas compromis et que la sécurité et la dignité du peuple et particulièrement des femmes et des filles Afghanes soient assurées par le nouveau régime?», lit-on dans le communiqué de Dr. Pierrette Herzberger-Fofana.

Kèfina Diakité

Zone des trois frontières

Le Tchad retire 600 soldats de la force du G5 Sahel



Le Tchad a annoncé ce samedi 21 août avoir retiré la moitié de ses effectifs déployés en février au sein de la force antijihadiste du G5 Sahel dans la zone dite « des trois frontières », zones frontalières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. Une annonce du porte-parole du gouvernement tchadien Abderaman Koulamallah, qui minimise ce retrait.

Les autorités tchadiennes parlent d'une mesure de redéploiement stratégique.

Joint par RFI, Abderaman Koulamallah, porte-parole du gouvernement tchadien, précise qu'il s'agit d'« un redéploiement stratégique et non d'un retrait ».

Un contingent de 1 200 soldats tchadiens avait été déployé dans la zone pour lutter contre les groupes jihadistes, dans le cadre de la force multinationale du G5 Sahel dont font partie le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso. La zone

des trois frontières est, avec le centre du Mali, la plus touchée par les attaques jihadistes.

La France, très impliquée dans la lutte antijihadiste dans la région, a annoncé récemment la réduction progressive de ses effectifs militaires au Sahel au profit d'un dispositif allégé de 2 500 à 3 000 hommes contre les quelque 5 000 qui composaient la force Barkhane, cette dernière étant amenée à disparaître.

RFI

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Restitution des objets d'art africains

Une quête d'identité

Malgré les promesses de nombreux pays occidentaux, le processus de restitution des œuvres et objets africains exposés hors du continent traîne en longueur. Voici une proposition en trois points pour lui donner efficacité, légitimité et... rapidité.

Le point focal de la culture africaine n'a jamais été la Chose ou l'Objet mais l'Homme, l'Être Humain. Non le Matériel. Par conséquent, la restitution des objets d'art aux Africains ne doit pas être vue sous le prisme d'un troc ou réduite à un simple retour de tels ou tels objets prodigieux aux peuples qui les avaient produits. La problématique ici est en réalité bien plus profonde. Il s'agit de leur restituer leur identité.

Égalité, liberté, fraternité

Pour la France – et cela vaut pour les autres pays occidentaux détenteurs d'objets d'art africains –, il s'agit d'être en phase avec des valeurs séculaires qui lui sont chères : l'égalité, la fraternité et la liberté.

L'égalité dans ses relations avec l'Afrique d'abord. Il s'agit pour la France de traiter les pays du continent comme elle aimerait être traitée si elle se trouvait dans la même situation.

La fraternité ensuite, qui trouve sa concrétisation dans le partage et les échanges culturels qui, certes, existent déjà sous certaines formes, mais qui vont s'intensifier et s'étendre aux objets qui, jusqu'alors, étaient soustraits à la jouissance de nombreux Africains.

La liberté, enfin, que l'on doit reconnaître aux habitants du continent de décider du sort, de la circulation et du partage de ces objets, une fois reconnus leurs droits de propriété.

De la responsabilité africaine

À ce stade, il convient de souligner que la libération de ces objets des musées occidentaux comporte une vraie responsabilité pour les Africains. Celle de veiller sur ces pièces en s'assurant de la mise en place de conditions structurelles garantissant leur sauvegarde. De construire ou de rénover des structures muséales, nationales ou régionales et même panafricaines. D'assurer la formation des conservateurs africains et surtout celle de la nouvelle génération afin de l'intéresser à la culture de ses ancêtres. De se doter de capacités juridiques (assurances, droits...) et logistiques pour faire circuler ces œuvres, afin d'en faire profiter les Africains et même le monde entier, et ce, en fonction des accords éventuels entre les



musées d'Occident et ceux du continent. La liste est longue...

Ajoutons qu'ici comme ailleurs, l'argent est le nerf de la guerre. Nous ne pouvons atteindre la pérennité du système sans une structure de financement. Plus largement, le processus de restitution des œuvres d'art aux Africains repose sur trois piliers.

Premièrement : la création d'un statut « spécifique » pour ces objets restituables. On placerait sous ce statut tous les objets mal acquis pendant les périodes d'esclavage, de guerres coloniales et de colonisation. Ici, le point déterminant est la condition d'acquisition des objets, qui doit être illégitime ou marquée d'un sceau de domination qui suppose une absence de consentement éclairé. Ce qui exclut de facto les objets achetés sur le marché de l'art par des acheteurs de bonne foi.

Les objets ainsi identifiés seront inaliénables et insaisissables. À la suite d'un inventaire, ils feront partie d'une « liste arc-en-ciel » déposée auprès du Conseil international des musées (Icom). Tout le monde de l'art pourra à tout moment la consulter. C'est une espèce de coffre-fort qui évitera que l'on retrouve un jour ces œuvres en vente libre sur les marchés de l'art.

Naturellement, ce statut d'« objet spécifique » ne pourra pas être décrété par les Occidentaux seuls. Cela reviendrait à concéder un pouvoir de décision exorbitant sur le sort d'un bien, à celui qui serait reconnu comme son détenteur illégitime. Il ne peut être que le résultat d'un accord entre les pays sources, propriétaires historiques et légitimes, et les pays actuellement détenteurs desdits objets.

C'est dans cette visée que l'auteur incite la France et les pays d'Afrique subsaharienne à lancer ensemble la création d'un Comité interculturel (CIC) qui constitue le deuxième pilier du processus et illustrera la volonté de travailler ensemble proclamée par Emmanuel Macron à Ouagadougou.

Enfin, il faudra bien sûr de

l'argent, et c'est ici qu'intervient le troisième pilier : la création d'un Fonds dédié à la sauvegarde du patrimoine africain (FDSPA). Pour le financer, nous proposons d'aller chercher l'argent là où il dort.

La France vient d'adopter, en juillet dernier, une loi qui prévoit de rendre aux populations spo-

liées, l'argent détourné par des chefs d'État et autres dirigeants, au terme des procédures judiciaires engagées dans l'Hexagone. Ces sommes, qui atteignent souvent plusieurs millions d'euros, financeront des actions de coopération et de développement.

Jusqu'alors, la restitution des avoirs se heurtait à une difficulté : à qui devaient-ils être rendus ? La nouvelle loi dispose que c'est l'Agence française de développement (AFD) qui procédera à la allocation des biens. Nous ne partageons pas cette vision, qui revient une fois encore à placer les Africains dans une posture de

quémandeurs vis-à-vis d'une institution occidentale.

D'où la contre-proposition consistant à confier les sommes récupérées au FDSPA évoqué plus haut. Selon les préconisations du CIC, elles seraient destinées en outre aux travaux d'entretien et de rénovation des musées africains existants, aux dépenses liées à la circulation des œuvres entre les établissements du continent d'une part et entre ces derniers et ceux d'Europe d'autre part.

Une fois ce processus mis en place, le message serait sans équivoque : l'heure du retour a sonné !

Par Christian Kader Keita
Contrôleur financier d'origine mauritanienne et congolaise, auteur de « Sur le chemin de la restitution des œuvres aux Africains », paru aux éditions Sydney Laurent en 2021.

Boire de l'eau en mangeant

Bonne ou mauvaise idée ?

Si une bonne hydratation est essentielle, boire au cours des repas peut-il être à l'origine de problèmes de santé ? Que ce soit digestifs ou autres ? Réponses de la nutritionniste Nina Cohen-Koubi.

Depuis des années, nous pouvons lire partout qu'il est **indispensable de boire de l'eau en quantité suffisante**. 1,5 litre par jour, c'est souvent ce qu'il est indiqué pour une bonne hydratation. L'eau permet, rappelons-le, d'éviter les maux de tête, le manque de concentration, la peau sèche, des douleurs aux tendons ou aux articulations, ou parfois même l'irritabilité.

Au cours des repas, il arrive que certains rechignent à remplir leur verre d'eau, de peur de subir **ballonnements ou gonflements** de l'estomac. **Un mythe qui ne reflète aucune réalité scientifique**. « Il faut boire en moyenne 10 verres d'eau par jour pour être correctement hydraté. Mais boire en mangeant, ne change rien... évidemment à condition de se contenter d'eau plate, car l'eau gazeuse peut en effet donner la sensation de gonfler. Le système digestif s'adapte, et un ou deux verres d'eau ne changent rien », explique le docteur Nina Cohen-Koubi Médecin nutritionniste à Paris.

Boire en mangeant : quels bienfaits ?

Ce réflexe peut même être intéressant car l'eau permet de faire en sorte que le bol alimentaire se ramollisse, **ce qui facilite la digestion**. Sans compter



que **l'effet coupe-faim** a l'avantage de réguler ou de calmer les appétits les plus aigus. De plus, le fait de poser ses couverts pour boire, oblige à faire une pause entre chaque bouchée, donc de ralentir la mécanique du repas. Et **manger plus lentement** facilite non seulement la digestion, mais rassasie plus vite. Un plus qui peut être envisagé par tous ceux qui font attention à leur ligne. En effet, sur ce point, le fait de boire indique au cerveau que l'estomac va être suffisamment rempli, ce qui va **augmenter la satiété** et entraîner le fait de s'arrêter de manger plus vite que sans avoir bu.

« D'ailleurs, si on souhaite manger moins en terme de quantités, **le fait de boire deux verres d'eau avant de passer à table est un réflexe judicieux car l'eau a un effet coupe-faim indéniable** », poursuit la nutritionniste. C'est évidemment mieux

que de se livrer à **des grignotages intempestifs**.

Les eaux qui facilitent la digestion

Répétons le, on parle **d'eau plate uniquement**. Si on a le choix, il vaut mieux opter pour une eau riche en calcium et en magnésium car ils aident à une meilleure digestion. L'eau gazeuse, surtout si on est fréquemment sujet aux ballonnements doit être proscrite. Ce type de boisson a tendance à augmenter la quantité d'air dans l'estomac. Enfin il est recommandé **d'éviter de boire de l'eau glacée** car la digestion peut s'en trouver affectée. Une fois ces règles appliquées, il n'y plus d'inquiétudes à avoir pour son tour de taille ou sa digestion...

Merci au docteur Nina Cohen-Koubi médecin nutritionniste Paris.

Topsante